
LOUISA DRIS-AÏT HAMADOUCHE

LE SOULÈVEMENT POPULAIRE ALGÉRIEN À L'AUNE DU PRINTEMPS ARABE

17

Au moment où un large mouvement de révoltes traversait un grand nombre de pays arabes, l'Algérie échappait presque totalement à la contestation en particulier politique. En 2011 en effet, les timides velléités politiques visant à tirer profit du contexte régional n'y ont trouvé aucun écho populaire. Seules quelques manifestations autour de revendications économiques ont brièvement rappelé que des motifs de colère étaient présents. À l'époque, l'exception algérienne avait surpris. En apparence, l'Algérie apparaissait pourtant comme un candidat idéal, réunissant toutes les conditions pouvant mener à un mouvement protestataire : système autoritaire, usure du pouvoir, culture de la contestation, précédents de violence, problèmes socio-économiques...

Toutefois, l'Algérie est sortie de cette séquence renforcée. Au-delà d'avoir acquis un statut d'acteur régional à travers sa lutte contre le terrorisme, elle était devenue un symbole de stabilité politique et sécuritaire. Plus le Printemps arabe s'éloignait, plus la posture des dirigeants algériens était consolidée : la Libye plongeait dans la guerre civile, la Syrie se transformait en épiceutre du terrorisme trans- et international, le Yémen connaissait – avec la Syrie – les plus grandes catastrophes humanitaires du siècle, l'Égypte sombrait dans la dictature militaire et Bahreïn était oublié... Seule la Tunisie poursuivait son processus de démocratisation, avec ses succès, ses échecs et son lot d'interrogations.

Le Hirak algérien est déclenché en 2019 à la suite de l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat. Dès lors, la contestation prend une forme inédite : un soulèvement politique, pacifique et national, que rythment des manifestations populaires bihebdomadaires,

chaque vendredi et mardi. Ce soulèvement est-il comparable aux soulèvements survenus dans d'autres pays arabes depuis 2011 ? Pour répondre à cette question, il nous faut tout d'abord analyser un élément qui caractérise l'ensemble des soulèvements populaires.

LA DIGNITÉ

AU CŒUR DE TOUS LES SOULÈVEMENTS POPULAIRES

18 La grande similarité du soulèvement populaire algérien avec le Printemps arabe est l'essence même de ses revendications : la dignité, la justice, la liberté – que ce soit d'ailleurs dans cet ordre ou dans un ordre différent. En Tunisie notamment, l'élément déclencheur du mouvement de révolte a bien été le profond sentiment d'injustice qui a conduit à l'immolation de Mohamed Bouazizi, provoquant une réaction de la population qui est allée crescendo. Réaction d'autant plus importante que, dans les sociétés musulmanes, le suicide est considéré comme l'un des pires péchés que l'être humain puisse commettre. Or, loin de susciter la réprobation, l'acte désespéré de ce jeune vendeur de rue a réveillé un sentiment d'injustice si fort qu'il a non seulement soulevé tout un pays, mais aussi largement dépassé les frontières de la Tunisie. En Syrie, l'injustice est également à l'origine de la révolte. Le fait que des enfants soient arrêtés et torturés pour avoir dessiné des slogans politiques sur les murs a embrasé la retenue dont les Syriens avaient fait preuve pendant des décennies. Les arrestations et la torture étaient des pratiques connues et redoutées, mais qu'elles visent des enfants en ont fait des pratiques inacceptables. Contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie et en Syrie, où la contestation politique était invisible compte tenu du caractère hyperrépressif du pouvoir politique en place, en Égypte la contestation contre le régime autoritaire de Hosni Moubarak était patente et enracinée. Le déclenchement du soulèvement populaire n'y fut pas une surprise. Le long règne de Moubarak avait montré des signes avancés d'usure, et le scénario d'une succession monarchique avait conduit la société au seuil de ce qui était tolérable. La fierté égyptienne était piquée en son cœur dans la mesure où le successeur présumé du chef de l'État, Gamal Moubarak, était loin d'avoir la capacité de créer un consensus minimum autour duquel le régime aurait pu se pérenniser. Une telle succession était appréhendée comme une humiliation pour la « mère » des civilisations. Au Yémen enfin, les manifestations massives ont commencé en janvier 2011, lorsque le président Ali Abdallah Saleh a tenté de modifier la Constitution en vue de se maintenir au pouvoir à vie. Le refus dont elles ont témoigné

n'était pas seulement politique: il était aussi moral. Ainsi le 18 mars 2011 a-t-il d'ailleurs été baptisé le « Vendredi de la dignité »¹.

C'est dans ce registre où le couple humiliation-injustice devient définitivement infernal que s'inscrit le déclenchement du soulèvement populaire algérien. Le sentiment d'humiliation a commencé timidement à se faire jour à l'occasion de l'élection de Bouteflika pour un quatrième mandat, en 2014. À l'époque, il s'est exprimé dans des cercles restreints d'intellectuels et au sein de l'opposition. Cette dernière s'est coalisée pour faire bloc et mener une campagne médiatique qui se poursuivra jusqu'en 2016, sans jamais susciter un large engouement. Le président élu a prononcé son ultime discours lors de la cérémonie d'investiture pour ce qui sera son dernier mandat. Durant les années qui suivront, son absence physique pour raison médicale sera compensée par la diffusion d'images affligeantes bien que contrôlées par la télévision publique, tandis que son influence politique sera remplacée par celle de son frère, Saïd Bouteflika. Lorsque l'état de santé du président ne permettra même plus qu'il apparaisse en public, l'Algérie entrera dans « l'ère du portrait ». Le sentiment d'humiliation se développe alors de façon exponentielle, avec des moments phares: le défilé du 5 juillet 2018; le meeting du Front de libération nationale à la Coupole, près d'Alger, en février 2019; les multiples hommages rendus au « portrait »; enfin l'annonce de la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat. Il se répand aussi à travers les images des journaux télévisés diffusés sur les chaînes algériennes qui sont reprises par les médias étrangers avec moquerie. Le président algérien est ouvertement raillé par le monde entier. Et même si les Algériens ne se reconnaissent déjà plus en lui, ces railleries sont autant de blessures affligées à tout un pays, son peuple et son histoire compris.

Si la dignité, en tant que telle, ne peut se quantifier, la voir bafouée a, en revanche, des conséquences très vite visibles. Depuis l'indépendance, les Algériens ont en effet vécu des périodes où ils étaient privés de liberté, de sécurité et même de produits de première nécessité. Ils ont contesté ces situations de façon sporadique, sans qu'un soulèvement semblable au Hिरak apparaisse. Car, malgré les multiples privations subies, ils n'avaient jamais éprouvé un sentiment d'indignité aussi fort. Qu'une personne vieillissante, malade, grabataire, manifestement incapable de parler ou de se mouvoir, soit ainsi exposée est devenu insupportable. Insupportable non seulement pour le président lui-même, en ce qu'il s'agissait d'une atteinte à sa propre dignité, mais pour la nation tout entière.

1. « Le "Printemps arabe", cinq ans après », Amnesty.org, janvier 2016.

Ce ressenti a eu un impact significatif chez les manifestants de tous âges. Dès les premières marches, les plus âgés d'entre eux disaient retrouver le sentiment de dignité et de libération éprouvé à l'indépendance; les plus jeunes en parlaient de façon plus intense encore, déclarant par exemple: «Je suis redevenu un être humain.»²

QUELLES DIFFÉRENCES ?

Le Hirak algérien se distingue des autres soulèvements populaires sur de nombreux points. Certaines différences peuvent expliquer pourquoi le Hirak algérien n'a pas débouché sur le scénario catastrophe qui s'est produit dans la plupart des pays concernés au cours des années 2011 et 2012.

20 «*Silmiya*», label du Hirak algérien

La première différence en faveur du Hirak est son caractère pacifique (*silmiya*). Lors du Printemps arabe, la violence a très vite émaillé les manifestations populaires. En Tunisie, le soulèvement a été provoqué par un acte violent, l'immolation, mais la configuration politique et sécuritaire du pays a permis de limiter le degré de violence, puisque trois cents à cinq cents morts sont à déplorer durant les quelques jours de révolte. En Syrie, où les manifestations ont commencé pacifiquement, le bilan atteint plus de cinq mille morts en moins d'un an, de mars 2011 à janvier 2012. En Libye, où la situation a quasi immédiatement basculé en guerre de haute intensité, il y a eu dix mille à quinze mille victimes entre février et octobre 2011. Au Yémen, la première année de manifestations cause plus de trois cent cinquante morts, alors qu'en Égypte neuf cents perdent la vie sur la même durée³. À Bahreïn, on compte cinquante-cinq morts sur cinq cent cinquante mille habitants⁴. Or, en Algérie, le bilan s'élève à un jeune homme décédé à la suite de blessures causées par une balle en caoutchouc.

Comment expliquer le choix et le maintien du caractère pacifique du Hirak algérien ? En premier lieu, ce soulèvement populaire est, par excellence, le résultat de l'accumulation d'expériences précédentes, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Sur le plan intérieur, tous les grands mouvements de contestation avaient été plus ou moins violents,

2. Témoignages de nombreux participants aux manifestations du vendredi.

3. Alex Korb, « 5 ans de Printemps arabe: cinq portraits de martyrs », Contrepoints.org, 25 février 2016.

4. Armin Arefi, « Bahreïn: la révolution que l'on ne veut pas voir », LePoint.fr, 14 février 2012.

allant de l'émeute de quartier ou régionale (en Kabylie et dans le Sud notamment) jusqu'aux émeutes nationales (en octobre 1988) et à la violence de haute intensité (avec le terrorisme des années 1990). Or ces événements n'ont eu qu'une seule conséquence concrète : reproduire le statu quo politique. Conséquence somme toute logique, dans la mesure où l'une des sources de la résilience du système politique algérien est la légitimité sécuritaire, qui par définition se nourrit de la persistance des menaces et de la violence. À l'extérieur, l'évolution dramatique de la contestation dans la plupart des pays arabes a, sans aucun doute, exercé une influence considérable. Dès les premières manifestations, l'un des slogans les plus utilisés est d'ailleurs « L'Algérie n'est pas la Syrie ». Pacifier la contestation est devenu une nécessité stratégique pour tout mouvement de protestation.

En deuxième lieu, ce soulèvement est celui de l'ensemble des franges de la société. En effet, le Hirak présente un caractère transgénérationnel structurant. La présence de toutes les générations en son sein permet la transmission des expériences passées – les erreurs commises et les leçons apprises – de façon fluide et efficace. Les groupes qui se forment pour débattre à la fin des manifestations sont ainsi constitués de jeunes et de moins jeunes. Par ailleurs, la composition sociologique du mouvement se caractérise par une forte proportion de femmes, qui se sont illustrées en lançant une manifestation politique le 8 mars 2020. La présence de femmes, de personnes âgées et d'enfants a permis de freiner aussi bien les tentatives de répression de la part des forces de l'ordre que la tentation des jeunes manifestants de répondre aux provocations de ces dernières.

In fine, le pacifisme du Hirak est un motif d'autovalorisation et d'auto-estime de soi. Et c'est exactement ce dont les Algériens avaient grand besoin, après les multiples séquences d'humiliation collective qu'ils avaient subies. Une valorisation consolidée par l'exportation des slogans du mouvement dans d'autres pays, signe d'une reconnaissance explicite de ses principes. En mai et juin 2020, « *From America, Our Respect for Algerian People* », « *Peacefull like the Algerians* », pouvait-on ainsi lire sur des panneaux brandis lors des manifestations antiracistes aux États-Unis, comme « *Remove Them All* » à Hong Kong et « *Kelon yaani kelon* » (« tous » signifie « tous ») au Liban.

Un autre aspect positif pour le soulèvement algérien est son caractère national, peu fréquent dans les mobilisations au sein du monde arabe. Dans la plupart des cas en effet, la contestation n'a pas réussi à transcender les loyautés primaires, les appartenances traditionnelles et les clivages

idéologiques. De Bahreïn à la Libye, en passant par l'Égypte, le Yémen et la Syrie, la ligne de fracture verticale (gouvernants-gouvernés) n'a su dépasser les lignes de fractures horizontales. À Bahreïn, les revendications de libéralisation politique ont buté sur les appartenances confessionnelles. Ainsi, la minorité sunnite n'a pas soutenu le mouvement de contestation politique, parce qu'il était porté par des chiïtes. Très vite, le discours diabolisant autour de l'influence iranienne a mobilisé une alliance arabo-sunnite internationale qui a favorisé la répression et la minorisation des contestataires.

22 Ces fractures horizontales ont également été décisives en Égypte, où les clivages idéologiques ont provoqué l'avortement de la contestation. Les divisions entre islamistes et progressistes se sont approfondies au fur et à mesure des rendez-vous électoraux qui ont libéré et attisé les ambitions politiques avant même que les règles du jeu ne soient établies. Résultat, tous les réflexes d'exclusion plus ou moins violente sont revenus en force, facilitant une reprise en main autoritaire par les dirigeants. La situation s'est dégradée de façon encore plus dramatique au Yémen, en Syrie et en Libye, où la contestation politique a été littéralement pervertie par les acteurs intérieurs comme extérieurs. La configuration ainsi dessinée est celle d'alliances antagoniques contractées par des acteurs enfermés dans leurs logiques primaires et parfois primordialistes (régionalistes, tribales, confessionnelles) avec des puissances étrangères aux intérêts tout aussi contradictoires. La situation de ces trois pays a dégénéré en autant de guerres civiles meurtrières qui n'avaient plus rien à voir avec le point de départ de la protestation. Ce qui s'est passé en Syrie pourrait même constituer, selon les Nations unies, la pire catastrophe humanitaire du XXI^e siècle.

En Algérie, les tentatives visant à attiser les tensions sous-jacentes et à faire exploser les clivages latents ont été nombreuses. La plus visible est celle qui a consisté à diviser amazighophones et arabophones. Menée par les tenants du pouvoir ou leurs alliés directs, cette tentative s'est traduite par :

– l'interdiction brutale du port de l'emblème amazigh, symbole identitaire des Berbères dans toute l'Afrique du Nord, décrétée illégalement par le chef d'état-major le 19 juin 2019⁵;

5. Le discours en question a été considéré comme une provocation dans le fond comme dans la forme. Il a été prononcé dans une caserne le jour de la date anniversaire du coup d'État militaire de 1965 et dans une période marquant la commémoration de la répression des manifestants kabyles lors du Printemps noir de 2001. Cf. Mohand Tilmatine, « Interdiction des emblèmes berbères et occupation des espaces symboliques : amazighité *versus* algérianité ? »,

– l'émergence inopinée d'un courant se déclarant « badissiste-novembriste » et d'un discours de haine envers les Kabyles, qui constituent une partie des amazighophones⁶;

– un acharnement judiciaire à l'encontre des figures du Hirak, à l'instar de Karim Tabbou.

Bien que des tensions et des inquiétudes aient ainsi été suscitées, notamment par la vague d'arrestations et de condamnations qui s'est ensuivie, le Hirak a conservé son homogénéité et son unité.

Clivages idéologiques : Hirak résilient et classe politique perméable

Les clivages idéologiques entre conservateurs et islamistes d'un côté, libéraux et progressistes de l'autre, auraient pu être des motifs d'affaiblissement et de division du Hirak. Mais la contestation a continué à refléter une diversité politique et idéologique permettant aux manifestants, unis par la volonté d'atteindre un même objectif, de cohabiter de façon pacifique. La composition sociologique du mouvement, décrite plus haut, a également contribué à annihiler les divergences idéologiques au sein du soulèvement populaire. En effet, la forte présence de jeunes qui n'ont pas vécu directement les conflits idéologiques des décennies précédentes a inspiré des slogans forts comme « Vous ne nous faites pas peur avec la décennie [noire] » (*Ma tkhawfounech bel ouchria*). L'hymne du Hirak, « La casa del Mouradia », fait aussi référence à cette décennie, objet d'une instrumentalisation politique en vue d'assurer la perpétuation du système politique.

23

Pendant, parvenir à transcender les clivages idéologiques s'est avéré plus difficile au sein de la société civile et de la classe politique, structurellement faibles. Et ce, en raison de deux différences importantes avec la situation qu'ont connue la Tunisie ou l'Égypte. Premièrement, et contrairement à ces deux pays, l'Algérie a vu le soulèvement populaire se produire dans un quasi-désert en termes d'acteurs d'intermédiation – qui ont d'ailleurs tous reconnu que les manifestations du 22 février 2019 les avaient pris de court. L'Union générale tunisienne du travail,

L'Année du Maghreb, n° 21, 2019, p. 149-164; Nacer Djabi (dir.), *Les Mouvements amazighs en Afrique du Nord. Élités, formes d'expression et défis*, Alger, Chihab, 2019.

6. Le « badissiste-novembriste » est une alliance paradoxale entre deux courants idéologiques différents. Le badissisme fait référence à Abdelhamid Ben Badis, fondateur de l'Association des oulémas musulmans algériens, qui était un érudit prônant la réforme du statut de l'Algérie dans le cadre de son maintien sous la souveraineté française, tandis que le novembrisme se réfère au 1^{er} novembre 1954, date à laquelle le Front de libération nationale a lancé son appel au recours à l'option armée contre la puissance coloniale.

L'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre national des avocats de Tunisie n'ont pas leur équivalent en Algérie. De même, ni le mouvement Kifaya ni la confrérie des Frères musulmans égyptiens ne sont comparables au collectif Barakat ou au Mouvement de la société pour la paix (parti politique qui représente officiellement la branche des Frères musulmans), notamment en termes de capacité de mobilisation politique et populaire.

Deuxièmement, les organisations sociales et politiques tunisiennes ont rapidement trouvé le moyen de contenir la force des clivages idéologiques. Face aux risques réels de dérapages graves, elles ont choisi de passer un compromis dont la « troïka », constituée d'Ennahdha, d'Ettakatol et du Congrès pour la République, est l'un des symboles⁷. Ce gouvernement de coalition a engagé la Tunisie dans un processus qui avait pour priorité de trouver un consensus plutôt que de lancer une course à la majorité politique⁸. Ce choix stratégique a permis d'endiguer la bipolarisation de la scène politique et d'éviter l'arrêt brutal de la transition⁹.

Face à un soulèvement populaire pluriel, la classe politique algérienne est restée prisonnière de ses limites idéologiques. Ainsi les conservateurs se sont-ils rassemblés, de façon éphémère, dans une coalition qui a débouché sur la rencontre d'Aïn Benian en juillet 2019¹⁰. Une feuille de route a été tracée dans laquelle les participants demandaient que l'élection présidentielle se tienne dans un cadre politique et juridique réformé afin de garantir la transparence du scrutin. Tandis que les progressistes avaient, le mois précédent, formé le Pacte de l'alternative démocratique, une coalition plus pérenne, avec au cœur de leurs exigences la mise en place d'un processus constituant, dont ils n'ont cependant pas précisé le détail. La fragilité du premier bloc s'est transformée en fracture, dès la convocation du corps électoral en septembre, entre participationnistes et boycotteurs passifs. Le second a maintenu sa logique de confrontation au pouvoir, sans pour autant réussir à s'élargir ou à renforcer ses rangs. La seule tentative de les réunir a été réalisée lors d'une conférence qui s'est tenue le 15 juin 2019 à l'initiative des « Dynamiques de la société

7. Nadia Marzouki, « La transition tunisienne : du compromis démocratique à la réconciliation forcée », *Pouvoirs*, n° 156, 2016, p. 83-94.

8. Éric Gobe et Larbi Chouikha, « La Tunisie, de la Constitution aux élections : la fin de la transition politique ? », *L'Année du Maghreb*, n° 13, 2015, p. 261-282.

9. Choix cependant que la classe politique égyptienne n'a pas su ou pu faire, d'où le coup d'État militaire de 2013.

10. Sur cette rencontre et les suivantes, ou pour un panorama des forces politiques en Algérie, voir, *infra*, Hassane Zerrouky, « Hirak : la difficile relève politique », p. 81-92.

civile», regroupement d'associations et de syndicats autonomes dont la particularité est d'être pluri-idéologique. Le 24 août a eu lieu une autre conférence qui a rassemblé, autour de la même table, des figures importantes du Hirak, les partis conservateurs et les partis progressistes. Cette première rencontre devait être suivie d'une deuxième avec, à la clé, la création d'une plateforme politique validée par toute l'opposition. Or, moins d'une semaine plus tard, le chef d'état-major décide, à la surprise générale, de convoquer le corps électoral en vue de la tenue de l'élection présidentielle. La classe politique se divise et l'initiative fédératrice est stoppée.

La responsabilité de la classe politique (partisane) est d'autant plus grande qu'elle n'est pas parvenue en 2019 à reproduire ce qui avait été fait par le passé. En 2014 en effet, des partis des deux bords idéologiques s'étaient accordés pour boycotter l'élection présidentielle et former une Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique. Cinq ans plus tard, alors qu'il bénéficiait de la pression exercée par le Hirak, chaque camp est resté figé sur ses positions, communiquant peu ou pas du tout, et s'accusant mutuellement d'être responsable de l'impasse actuelle et de l'échec passé – la « coordination nationale » ayant imposé à la veille des élections législatives de 2017.

25

*

Le Hirak algérien est, en bien des points, comparable aux autres soulèvements populaires qui se sont produits de par le monde : les peuples acceptent d'être gouvernés et même mal gouvernés, mais pas d'être humiliés. Il vient confirmer que le système politique organise l'État et qu'en tant que tel il se doit notamment de définir le régime politique, la structure économique et l'organisation sociale en vigueur. Or, tout au long du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, les détenteurs du pouvoir ont « oublié » l'existence du corps social. En confondant citoyens et clients, ils se sont coupés de la majorité de la population, qui a des besoins différents des leurs. Là où la minorité des clients voyaient ascension sociale, privilèges et pouvoir, la majorité des Algériens voyaient humiliation, bassesses et assujettissement.

Ce soulèvement populaire se distingue néanmoins des mouvements de révolte dans le monde arabe par son pacifisme. « Pas une vitrine cassée » est un slogan qui révèle une fierté d'autant plus grande que la violence, dans ses différentes formes et à divers degrés, n'est pas étrangère à l'Algérie. Une autre distinction en faveur du soulèvement algérien est

sa faible perméabilité aux facteurs de division. La base du Hirak a ainsi pu préserver la cohérence du mouvement malgré sa diversité, qu'elle soit idéologique ou régionale.

En revanche, ce qui différencie défavorablement le Hirak algérien par rapport aux mouvements qui se sont fait jour lors du Printemps arabe, c'est l'absence de forces politiques capables d'organiser, de guider et de rendre opérationnelles les revendications des manifestants – capacité qui constitue un atout stratégique, comme le démontre l'expérience tunisienne.

26 Au moment où est écrit cet article, le soulèvement populaire algérien est privé de la possibilité de manifester, mais le Hirak en tant que projet de changement politique est toujours présent. Reste donc en suspens un dernier point de comparaison possible avec les autres expériences que présente le monde arabe : le résultat. L'Algérie se dirige-t-elle vers un processus de démocratisation semblable à celui de son voisin tunisien, ou vers un échec à l'instar de l'expérience égyptienne ? Ou risque-t-elle un retour au statu quo, comme Bahreïn et l'Égypte ? Impossible à dire. Cependant, l'hypothèse la moins probable est que la situation en Algérie débouche sur les scénarios catastrophe qu'ont connus la Libye, la Syrie et le Yémen.

R É S U M É

Un soulèvement politique, pacifique et national, que rythment des manifestations populaires bihebdomadaires, est apparu en Algérie huit ans après le début du Printemps arabe, dont le bilan est très mitigé. En quoi le Hirak est-il comparable aux soulèvements des peuples d'autres pays arabes ? Et ces points de comparaison laissent-ils présager l'évolution du pays ?